

«Come disgusta il linguaggio retorico patriottardo del radicalume»: Carlo Rosselli, Giustizia e Libertà, et le quotidien radical «L'Œuvre»

DIEGO DILETTOSO

Lors des presque huit années durant lesquelles il séjourna en France, Carlo Rosselli y fut un observateur attentif de la vie politique et intellectuelle¹. La lecture quotidienne d'une vaste gamme de publications et la fréquentation, plus ou moins occasionnelle, de certains des protagonistes politiques et intellectuels de l'époque lui assurèrent une connaissance assez enviable de son pays d'accueil. Toutefois, son discours donna par moments l'impression que, malgré ce regard, il se faisait discret, comme si, au fond, il souhaitait se dissimuler. Franco Venturi en a trouvé une explication dans la crainte d'«idéaler» l'exil: afin de ne pas discréditer d'avance son action politique, il était nécessaire de ne pas se montrer excessivement absorbé «par les passions et les problèmes» français². Ainsi, s'expliquerait son jugement plutôt caustique sur les exilés, qui seraient «de très mauvais juges de la politique des pays dans lesquels ils vivent»³. Il est probable, en effet, que derrière cette hyperbole se cache la peur de fournir des prétextes à la presse fasciste pour polémiquer sur son «italianité» et pour déclasser son activité de celle du conspirateur à celle du «dilettante»⁴. Un régime obsédé par la «fabrication du consensus»⁵ aurait difficilement perdu l'occasion de diffamer, avec de pareils arguments, l'un de ses opposants les plus aguerris.

En dépit du risque d'être accusé «d'intelligence avec l'ennemi», dans son analyse de la France le chef de Giustizia e Libertà (GL) se révéla tout sauf un observateur distrait. Preuve en est l'article déjà évoqué où, peu après avoir présenté les exilés comme «mauvais juges», il fournit une analyse particulièrement détaillée et lucide des tendances socialistes françaises. Par ailleurs, une lecture même rapide de sa correspondance montre une quantité énorme de références à la situation de son pays d'accueil et de commentaires sur celle-ci. On retrouve, par exemple, les noms de dirigeants qui auraient dû intercéder administrativement et politiquement en faveur des

¹ Sur les années passées principalement en France par Rosselli: A. GAROSCI, *Vita di Carlo Rosselli*, 2 voll., Florence, Vallecchi, 1973; Z. CIUFFOLETTI, P. BAGNOLI, *Il pensiero politico di Carlo Rosselli*, Naples, Guida, 1988; S. VISCIOLO, G. LIMONE, *I Rosselli: eresia creativa, eredità originale*, Naples, Guida, 2005; É. VIAL, *La Cagoule a encore frappé! L'assassinat des frères Rosselli*, Paris, Larousse, 2010; N. TRANFAGLIA, *Carlo Rosselli e il sogno di una democrazia sociale moderna*, Bologne, Dalai, 2010; P. BAGNOLI, *Carlo Rosselli: socialismo, giustizia e libertà*, Milan, Biblion, 2015; V. SPINI, *Carlo e Nello Rosselli. Testimoni di Giustizia e Libertà*, Florence, Clichy, 2016; M. Bresciani, *Quale antifascismo? Storia di Giustizia e Libertà*, Rome, Carocci, 2017; G. PECORA, *Carlo Rosselli, socialista e liberale*, Rome, Donzelli, 2017.

² «Sempre, negli anni si tenne in guardia contro la tentazione di idealizzare l'esilio, così come contro la possibilità di lasciarsi prendere e assorbire dalle passioni e dai problemi del paese in cui era venuto a trovarsi» (F. VENTURI, *Carlo Rosselli e la cultura francese*, in *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, Florence, La Nuova Italia, 1978, p. 163).

³ *Ibidem*. Cf. C. ROSELLI, *Deux congrès: S.F.I.O.-Néos*, in «Giustizia e Libertà», 1^{er} juin 1934.

⁴ En ce qui concerne le dénigrement de l'engagement politique des antifascistes de la part de la presse fasciste, il suffit de rappeler le titre d'une rubrique que le quotidien romain «Il Messaggero» leur avait consacré: «Nel mondo dei senza patria» («Dans le monde des sans-patrie»).

⁵ Concernant la construction de «mythes» de la part du régime fasciste: P.V. CANNISTRARO, *La fabbrica del consenso: fascismo e mass media*, Bari, Laterza, 1975; E. GENTILE, *Fascismo: Storia e interpretazione*, Bari, Laterza, 2002, p. 125.

antifascistes italiens. On peut également remarquer comment les notations sur les équilibres politiques en France semblent augmenter à partir des événements de février 1934: en estimant, désormais, que tout le continent européen était sous la menace de l'expansion fasciste, Rosselli redoubla alors de «fermeté et clarté»⁶ dans son analyse de l'actualité⁷.

Toutefois, cette curiosité ne relevait pas seulement de mobiles à «court terme». La correspondance personnelle de Carlo et, plus généralement, les publications giellistes manifestent une curiosité y compris pour l'actualité culturelle. Ce fait mérite d'être relevé, ne serait-ce que parce qu'il n'a guère d'équivalents, malgré de rares exceptions, chez les autres dirigeants antifascistes⁸. En effet, force est de constater que les contacts de ces derniers semblaient bien souvent se limiter à l'univers politique des partis équivalents au (PCF, SFIO, Parti radical, etc.). Au contraire, Rosselli, chef d'un mouvement sans véritable homologue, fut presque le seul à s'intéresser, certes de façon épisodique et souvent distante, à des événements culturels à vocation clairement élitaire comme les décades de Pontigny ou les réunions de l'Union pour la vérité⁹. Bien entendu, son objectif n'était pas tout à fait désintéressé, puisque cette participation en spectateur lui fournissait un prétexte pour sensibiliser les clercs français aux dangers du fascisme. De même, Carlo ne pouvait s'empêcher de moquer les «âmes candides [du] monde des littéraires purs» comme on ne pouvait en trouver en France selon lui¹⁰. Il n'en demeure pas moins qu'il demeurait presque isolé parmi les dirigeants antifascistes quand il affirmait que la dimension totalitaire du régime mussolinien nécessitait une lutte «sur un front infiniment plus large que celui de la politique étroite»¹¹. La nécessité de libérer l'antifascisme de son «provincialisme» et, idéalement, de faire connaître à «l'élite intellectuelle européenne» l'existence de son organisation fit même rêver à la publication d'une édition française des «Quaderni di Giustizia e Libertà»¹² et même à la

⁶ F. VENTURI, *op. cit.*, p. 163. Il peut être utile de rappeler, comme l'a fait Stanislao Pugliese dans sa biographie de Rosselli, la thèse défendue par le critique littéraire palestinien Edward Said, selon qui la culture occidentale du XX^e siècle aurait été en grande partie façonnée par les émigrés et les réfugiés. (S. PUGLIESE, *Carlo Rosselli. Socialista eretico ed esule antifascista 1899-1937*, Turin, Bollati Boringhieri, 2001, p. 182; E. SAID, *Reflections on exile and other essays*, Cambridge, Harvard University Press, 2002).

⁷ A. GAROSCI, *L'era di Carlo Levi*, in ID., *Carlo Levi*, Rome, Archivio Centrale dello Stato, 1983, p. 20.

⁸ Une de ces exceptions est représentée par Angelo Tasca qui, durant les années Trente, avait justement entrepris un parcours politique et personnel qui l'amena du PCd'I à une collaboration temporaire avec GL, pour enfin intégrer le PSI. Je me permets de renvoyer à D. DILETTOSO, *La Parigi e la Francia di Carlo Rosselli*, Milan, Biblion, 2013, p. 271. Cf. C. RANCON, *Carlo Rosselli e Angelo Tasca: discussione sull'eredità e sul rinnovo del pensiero socialista nella lotta antifascista*, in A. GIACONE, É. VIAL (a cura di), *I fratelli Rosselli. L'antifascismo e l'esilio*, Rome, Carocci, 2011, pp. 106-114; ID., *Angelo Tasca (1892-1960): biographie intellectuelle*, Thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Michel Dreyfus et Leonardo Rapone, Université Panthéon-Sorbonne-Università degli studi della Toscana, 2011.

⁹ D. DILETTOSO, *op. cit.*, p. 271.

¹⁰ Texte non signé [C. ROSSELLI], *Letterati e politica in Francia*, in «Giustizia e Libertà», 15 février 1935.

¹¹ En évoquant l'expérience des «Quaderni di Giustizia e Libertà», Carlo écrivit en 1937 qu'ils «servirono a farci misurare per la prima volta la portata del fenomeno fascista, la necessità di una lotta su un fronte infinitamente più largo di quello della stretta politica, la inattività dei partiti tradizionali, organi della lotta politica in clima democratico». (C. ROSSELLI, *Per l'unificazione politica del proletariato italiano. V. "Giustizia e Libertà"*, in «Giustizia e Libertà», 14 mai 1937, in ID. *Scritti dell'esilio II. Dallo scioglimento della Concentrazione antifascista alla guerra di Spagna 1934-1937*, Turin, Einaudi, 1992, pp. 531-538).

¹² Rapport dactylographié avec des corrections autographes de Carlo Rosselli pour une réunion rédactionnelle des «Quaderni di Giustizia e Libertà», [Paris], [février 1933], Istituto storico della Resistenza in Toscana (=ISRT), *Archivio di Giustizia e Libertà* (=AGL), Fonds Giustizia e Libertà, «1. Relazioni, programmi, circolari e manifesti».

création d'une maison d'édition franco-italienne¹³.

Ces différents éléments fournissent de premiers indices sur le degré d'intégration recherché en France par Rosselli. Certes, nombre de questions restent ouvertes sur les tenants et aboutissants de son séjour français. Par exemple, on peut se demander si sa curiosité pour la politique et la culture françaises n'était pas simplement l'expression d'un tempérament fébrile, toujours sensible aux suggestions de l'actualité. S'agissait-il d'une recherche personnelle avant même que politique? Ou bien révélait-elle l'intention réfléchie d'élargir et d'approfondir un projet révolutionnaire? Nous chercherons à répondre à ces questions en abordant le cas spécifique de «L'Œuvre» (le quotidien national d'inspiration radicale) et les interprétations du régime fasciste du rôle des mouvements antifascistes de part et de d'autre. De fait, les relations entre Rosselli et la presse française n'ont pas encore, à ce jour, fait l'objet d'une attention exhaustive¹⁴. En ce qui concerne les rapports entre Rosselli et «L'Œuvre», on ne peut signaler que les références faites par Pierre Guillen lors du colloque *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia* qui s'est tenu à Florence en 1977¹⁵. Pourtant, «L'Œuvre» fut le quotidien politique français qui sembla porter le plus d'intérêt au mouvement dirigé par Rosselli. Peut-être parce que, comme l'a relevé Guillen, Carlo était plutôt à l'aise avec son parti de référence qui était «peu structuré, dans lequel différentes tendances coexistaient, une grande indépendance d'esprit régnait»¹⁶. Ainsi, nous constaterons comment Rosselli et ses camarades ne se limitèrent pas à la simple lecture de cette publication: ils ne se privèrent pas d'y intervenir, voire de lancer des débats sur divers sujets. Le cas de cette publication mérite une attention à de nombreux égards. Tout d'abord en raison de son tirage, à environ 120.000 exemplaires, qui assurait une grande visibilité¹⁷: de ce fait, un article sur *Giustizia e Libertà* publié par «L'Œuvre» prenait aussitôt une dimension nationale et, bien souvent, ne passait pas inaperçu aux yeux des autorités fascistes. De plus, la volonté des giellistes de faire connaître et de justifier leurs activités auprès d'un quotidien étranger sans lien apparent avec eux, est révélatrice de leur approche de la politique: à l'heure où le danger fasciste s'étendait de plus en plus sur l'Europe, Rosselli et ses amis semblaient avoir appréhendé la nécessité d'élargir le prosélytisme politique au delà du milieu relativement étriqué de l'antifascisme italien en exil. Une pareille démarche était consubstantielle à une interprétation de la lutte politique comme, au moins en partie, un «phénomène

¹³ De fait, à partir de 1936, Carlo aborda avec plusieurs interlocuteurs son intention de fonder une maison d'édition franco-italienne. Ce projet était évoqué, également, dans un rapport qui se trouve dans un dossier de la «*Segreteria particolare del Duce*». Note de «353» [Giacomo Antonini, «Giacomo»] de Paris du 16 janvier 1937, Archivio Centrale dello Stato (= ACS), *Segreteria particolare del duce* (= SPD), *Carteggio riservato* (= CR), busta (= b.) 77.

¹⁴ Une exception est, bien entendu, représentée par les références suivantes qui, toutefois, ne semblent pas avoir épuisé ce sujet: A. GAROSCI, *Vita di Carlo Rosselli*, vol. 2, Florence, Vallecchi, 1973, pp. 292-293; F. VENTURI, *op. cit.*, pp. 173-174; P. GUILLEN, «La risonanza in Francia dell'azione di GL e dell'assassinio dei fratelli Rosselli», in *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, cit., pp. 239-260; M. GERVASONI, *Carlo Rosselli, 'Giustizia e Libertà' e 'l'esprit des années Trente*, in A. Bechelloni dir., *Carlo e Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, cit., pp. 100-126; R. PARIS, *Carlo Rosselli e l'esperienza francese*, in A. GIACONE, É. VIAL (dir.), *I fratelli Rosselli*, cit., pp. 55-73; O. Forlin, «Carlo Rosselli, Giustizia e Libertà e gli intellettuali francesi», *ivi*, pp. 177-189.

¹⁵ P. GUILLEN, *op. cit.*, p. 251.

¹⁶ *Ivi*, p. 250.

¹⁷ D'autres quotidiens radicaux étaient «L'Ère nouvelle» au tirage de 50.000 exemplaires, et «La République» (40.000). Cf. J. TOUCHARD, *La Gauche en France 1900-1981*, Paris, Seuil, 1977, p. 111.

culturel»¹⁸. De même, une lecture des articles consacrés par «L'Œuvre» aux antifascistes italiens confirme le caractère hétéroclite de ce quotidien que l'on pourrait définir comme l'organe «de la libre discussion» en paraphrasant l'historien Jean Touchard¹⁹.

Une première référence à Rosselli est repérable à l'occasion du procès qui lui fut intenté en 1927, pour avoir organisé le départ d'Italie de Filippo Turati²⁰. Toutefois, il fut présenté au lectorat seulement après sa fuite de l'île-prison de Lipari: le rédacteur de «L'Œuvre» décrivit alors les évadés comme «trois des plus vaillants déportés politiques italiens»; plus spécifiquement, le jeune florentin était défini comme un «écrivain et [un] économiste très distingué», dont la famille était célèbre «pour les liens très étroits qu'elle eut, pendant [le] “*Risorgimento*” avec Giuseppe Mazzini»; la référence au patriote italien semblait suggérer une continuité morale entre la lutte pour l'indépendance de l'Italie et celle contre le fascisme²¹. Quelques mois plus tard, «L'Œuvre» consacra une suite d'articles à l'attentat avorté du jeune Fernando De Rosa contre le prince héritier Humbert²². L'auteur de l'agression n'était pas membre de GL; toutefois, Rosselli et ses amis s'empressèrent, après son geste, de saluer «l'un des [leurs]», voire «un champion de l'antifascisme, la conscience rebelle d'une génération»²³; avec cet attentat, le jeune homme avait entendu risquer sa vie afin de protester contre la collusion de la monarchie italienne avec le fascisme. En relatant les faits, le correspondant bruxellois de «L'Œuvre» le présenta comme défavorisé et exaspéré par les violences fascistes²⁴. Dans le même article, paraissait le texte d'une lettre d'un monarchiste antifasciste au roi d'Italie: tout en décriant «l'acte détestable», il l'expliquait par la déception des Italiens qui ne cautionnaient pas «l'immense pouvoir» accordé par Victor-Emmanuel III au *Duce*, «l'homme le plus néfaste et le plus méprisable du royaume»²⁵. Ainsi, «L'Œuvre» décriait l'attentat, mais tout autant «l'abdication du roi [devant] Mussolini»²⁶. Le lendemain, le quotidien rapporta d'autres détails sur les interrogatoires subis par De Rosa,²⁷ ainsi qu'une revue de presse des

¹⁸ G.L. MOSSE, *Intervista sul nazismo*, Bari, Laterza, 1977, p. 119.

¹⁹ J. TOUCHARD, *op. cit.*, p. 133.

²⁰ Texte non signé, *Nous aurons ce soir l'arrêt de Savone dans l'affaire Turati*, in «L'Œuvre», 15 septembre 1927; texte non signé, *Turati est condamné à 18 mois de prison pour être sorti d'Italie*, in «L'Œuvre», 16 septembre 1927.

²¹ Texte non signé, *Les évadés de Lipari sont arrivés à Paris*, in «L'Œuvre», 7 août 1929.

²² Le jeudi 24 octobre 1929, le prince héritier d'Italie Humbert devait paraître pour la première fois en public à Bruxelles avec sa fiancée, la princesse Marie-José de Belgique. Fernando De Rosa tira des coups de revolver en l'air. Il s'agissait d'un attentat démonstratif destiné à protester contre les compromissions de la monarchie italienne avec le fascisme. Ce même jeudi eut également lieu le krach de la Bourse de New York qui aboutit, plus tard, à la Grande Dépression. (Texte non signé, *L'attentat de Bruxelles: en somme, le prince Humbert a failli être victime du ressentiment qu'inspire aux Italiens l'abdication du roi Victor Emmanuel devant Mussolini*, in «L'Œuvre», 25 octobre 1929).

²³ Texte non signé [C. ROSSELLI], *De Rosa*, in «Giustizia e Libertà», 11, octobre 1930, in C. ROSSELLI, *Scritti dell'esilio I. «Giustizia e Libertà» e la Concentrazione antifascista (1929-1934)*, Turin, Einaudi, 1988, p. 16.

²⁴ Texte non signé, *L'attentat de Bruxelles: en somme, le prince Humbert a failli être victime du ressentiment qu'inspire aux Italiens l'abdication du roi Victor Emmanuel devant Mussolini*, *art. cit.*

²⁵ *Ibidem.*

²⁶ *Ibidem.*

²⁷ De Rosa était à nouveau présenté comme un jeune idéaliste résigné au sacrifice personnel – lors de son interrogatoire par la police belge il aurait affirmé: «je n'ai pas prévu ma fuite, car j'avais fait le sacrifice de ma vie; je croyais être tué sur place et mon grand étonnement est de ne pas l'avoir été». (Texte non signé, *Après l'attentat. Le Prince Humbert de Piémont a quitté hier Bruxelles acclamé par la foule*, in

articles de la presse fasciste et antifasciste sur cette affaire. Au fond, la déclaration de l'hebdomadaire de la Concentration antifasciste, «La Libertà», reprise par «L'Œuvre», synthétisait bien la position de cette dernière: «Toute notre doctrine et toute notre conscience répugnent à la violence. Mais la responsabilité de l'acte de De Rosa [...] retombe sur le régime de terreur qui pèse sur notre pays et qui suscite la plus ardente révolte dans la jeunesse»²⁸.

Quelques mois plus tard, «L'Œuvre» s'intéressa au vol antifasciste de Giovanni Bassanesi. Le 11 juillet 1930, celui-ci avait survolé Milan aux commandes d'un petit avion afin d'y jeter plusieurs centaines de tracts antifascistes²⁹. Giustizia e Libertà avait été l'organisatrice matérielle et logistique de l'opération. Le succès de celle-ci eut aussitôt un fort retentissement dans la presse internationale; ce fut tout naturellement que «L'Œuvre» rapporta les faits³⁰ et suivit le procès intenté à Bassanesi par la justice helvétique. En effet, lors du vol de retour, en raison de perturbations atmosphériques, l'avion avait été obligé d'atterrir en urgence sur le Mont Saint-Gothard. Bassanesi, blessé, fut immédiatement transporté à l'hôpital d'Andermatt; aussitôt après sa sortie, il fut envoyé devant la justice suisse sous l'accusation d'avoir survolé le territoire suisse sans autorisation³¹; de même, Rosselli et Tarchiani furent inculpés comme complices. Le correspondant du quotidien parisien prit ouvertement parti pour les accusés, et qualifia de «ridicule» l'idée de faire comparaître l'aviateur et ses amis devant la Cour pénale fédérale pour une telle «peccadille»³². L'article détailla fidèlement les «explications passionnées» fournies par Rosselli appelé comme témoin à la barre du tribunal³³. Le chroniqueur ne manqua pas de relever à nouveau les liens de sa famille avec Mazzini: cette remarque n'est pas anodine puisque le Partito Repubblicano Italiano, la formation italienne idéologiquement et politiquement la plus proche des radicaux, et donc de «L'Œuvre», avait dans le patriote génois son plus important inspirateur. Le procès se conclut par l'acquiescement des accusés; toutefois, le Conseil fédéral helvétique, sans doute dans un souci de préserver ses bonnes relations avec l'Italie, décida d'expulser les accusés au prétexte que les publications giellistes approuvaient «l'attentat individuel comme moyen de combat»³⁴.

Le quotidien radical consacra à nouveau des articles à Giustizia e Libertà à l'occasion d'une nouvelle tentative de vol, cette fois-ci au départ de l'Allemagne. Essayant de répéter l'exploit de juillet 1930, les giellistes avaient chargé Bassanesi de lancer des tracts antifascistes lors d'une visite officielle de Mussolini, qui devait avoir lieu à Berlin à l'automne 1931³⁵. Le voyage de la délégation italienne fut, finalement, reporté. Toutefois, le projet de vol fut maintenu, cette fois-ci en direction de Turin et de

«L'Œuvre», 26 octobre 1929).

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ Sur le vol de Bassanesi: F. FUCCI, *Ali contro Mussolini: i raid antifascisti degli anni Trenta*, Turin, Mursia, 1978; texte non signé [C. ROSSELLI], *Il processo di Lugano*, in «Giustizia e Libertà», 22 janvier 1931; A. GAROSCI, *Vita di Carlo Rosselli*, Florence, Vallecchi, 1973, (vol. 1), pp. 190-193; ID., *Storia dei fuorusciti*, Turin, Einaudi, 1953, pp. 61-62; A. TARCHIANI, *Il volo di Bassanesi su Milano e il processo di Lugano*, in F. ANTONICELLI (a cura di), *Trent'anni di storia italiana. Lezioni con testimonianze presentate da Franco Antonicelli*, Turin, Einaudi, 1975, pp. 167-170.

³⁰ Texte non signé, *Bassanesi avoue avoir jeté des tracts sur Milan*, in «L'Œuvre», 14 juillet 1930; Texte non signé, *Est-ce Bassanesi qui lança des tracts sur Milan*, in «L'Œuvre», 16 juillet 1930.

³¹ Texte non signé, *Les assises fédérales suisses vont juger Bassanesi*, in «L'Œuvre», 17 novembre 1930.

³² *Ibidem*.

³³ *Ibidem*.

³⁴ Texte non signé, *Bassanesi et consorts expulsés*, in «Journal de Genève», 29 novembre 1930.

³⁵ A. GAROSCI, *Vita di Carlo Rosselli*, vol. 1, cit., p. 216.

Milan: 200.000 brochures antifascistes auraient dû inonder les deux villes³⁶; en même temps, les cellules locales clandestines de GL se seraient chargées d'organiser des manifestations antifascistes³⁷. Toutefois, à la dernière minute, l'avion ne put décoller en raison du mauvais temps; la longueur des opérations éveilla les soupçons des policiers allemands, qui procédèrent à une perquisition et, une fois découvert le matériel chargé à bord, arrêtèrent Bassanesi ainsi que ses complices, Rosselli et Tarchiani. L'avocat socialiste Giuseppe Emanuele Modigliani parvint à les faire tous trois libérer et expulser d'Allemagne après plusieurs jours de détention provisoire. D'après «L'Œuvre», la décision de sursoir prise par le gouvernement de Berlin s'expliquait par la crainte qu'un procès puisse devenir, comme à Lugano, l'occasion «d'un grand débat sur le fascisme»³⁸, avec le risque d'indisposer Mussolini. Cette fois encore, «L'Œuvre» présenta le profil des «militants de l'association "Justice et Liberté"» arrêtés en Allemagne, en évoquant l'expatriation clandestine de Turati et l'évasion des Lipari³⁹. L'auteur de l'article rapprocha le vol de Constance de celui du poète Lauro de Bosis, qui quelques semaines plus tôt avait lancé des manifestes antifascistes sur Rome avant de tomber dans la mer Tyrrhénienne⁴⁰. À sujet de cet épilogue tragique, le journaliste Armand Charpentier avait écrit, toujours dans «L'Œuvre», que «à l'heure actuelle n'importe [...] quel aviateur audacieux [peut] aller surprendre une ville endormie et faire pleuvoir sur elle, selon sa fantaisie des tracts, des gaz asphyxiants ou des bombes incendiaires»⁴¹. Voulant sans doute s'inscrire dans la tradition pacifiste du parti radical, l'auteur s'alarmait du fait que les peuples puissent désirer s'armer «les uns contre les autres»⁴². À ce genre de remarque, s'associait l'inquiétude d'un autre rédacteur craignant que ce genre de gestes génère des «querelles» entre fascistes et antifascistes sur le territoire français⁴³. Ainsi, une inquiétude quant au maintien de bonnes relations entre les gouvernements français et italien semble se déceler entre les lignes.

En effet, durant ces mêmes mois, les rapports entre les deux pays furent mis à

³⁶ Dans une lettre au secrétaire de l'Internationale socialiste Friedrich Adler, Rosselli expliqua que Bassanesi aurait dû jeter de son avion 200.000 pamphlets antifascistes, «particulièrement [conçus] pour les ouvriers». (C. Rosselli à F. Adler, Paris, 4 décembre 1931, in Internationaal Instituut Voor Sociale Geschiedenis (= IISG), *Labour & socialist Archives*, «Kontakte mit angeschlossenen Parteien und Informationen betr. die verschiedenen Länder», f. 2224).

³⁷ A. GAROSCI, *Vita di Carlo Rosselli*, vol. 1, cit., p. 217.

³⁸ Texte non signé, *Les aviateurs antifascistes arrêtés à Constance sont identifiés. Il s'agit de militants de l'association "Justice et Liberté"*, in «L'Œuvre», 17 novembre 1931.

³⁹ «M. Carlo Rosselli qui à l'âge de 30 ans était déjà professeur à l'École supérieure de commerce de Gênes, est bien connu pour avoir aidé le leader socialiste, M. Filippo Turati, à s'évader d'Italie et pour avoir réussi, avec l'ancien député Emilio Lussu et le docteur F. Fausto Nitti, neveu de l'ancien président du Conseil, à s'enfuir de l'île Lipari» (*ibidem*).

⁴⁰ «On n'a pas oublié que le dernier vol antifasciste sur l'Italie, accompli par le poète Lauro de Bosis, a eu un épilogue tragique. L'aviateur en effet a disparu et, selon toute vraisemblance. Il a été précipité dans la mer pendant son voyage de retour» (*ibidem*).

⁴¹ A. CHARPENTIER, *Icare, maître du ciel... et de la terre*, in «L'Œuvre», 17 novembre 1931.

⁴² «La vérité, c'est que nous sommes à une heure où les peuples, au lieu de s'armer les uns contre les autres, feraient mieux de désarmer totalement, puis de s'entendre pour assurer leur défense collective contre les folies individuelles qui les menacent» (*ibidem*).

⁴³ «Nous avons le droit de nous demander si on ne souhaite pas entre fascistes et antifascistes, des querelles qui pourraient paraître justifier certaines réclamations. Nous avons enfin le droit de nous demander quelle serait, en cas d'une tension politique, l'attitude de ces nouveaux venus». L'auteur exprimait, également, le souhait que l'administration exerce une meilleure surveillance des migrants italiens entrant en France. À une politique jugée trop laxiste devait en succéder une autre visant une «lente assimilation» (P. BÉNARD, *La nouvelle émigration italienne. Pourquoi la France n'a-t-elle pas une politique de l'immigration*, in «L'Œuvre», 15 juillet 1930).

l'épreuve par un autre épisode, connu comme l'affaire Léo Moulin⁴⁴. Le 10 avril 1931, ce jeune professeur belge avait été arrêté en Italie pour avoir remis des lettres de Bassanesi à des militants clandestins de GL – les courriers auraient été dissimulés dans une malle à double fond. Suivi par la police italienne lors de ses déplacements, le professeur fut interpellé en flagrant délit. L'affaire prit aussitôt une ampleur internationale, avec des manifestations organisées par les antifascistes exilés de Bruxelles afin de demander la libération du prisonnier, et des contremanifestations à Rome⁴⁵. Léo Moulin comparut devant le Tribunal spécial sous l'accusation d'être l'intermédiaire entre les antifascistes italiens à l'étranger et en Italie⁴⁶. Au moment du procès, l'avocat radical-socialiste Vincent de Moro-Giafferri publia une tribune dans «L'Œuvre» pour dénoncer un «simulacre» de justice⁴⁷ – le même avocat avait plaidé pour Bassanesi à Lugano et représenta, ensuite, les intérêts de la famille Rosselli lors du procès français consécutifs à l'assassinat de Carlo⁴⁸. Moyennant un comportement «collaboratif» avec la justice italienne⁴⁹, Moulin écopa d'une condamnation à seulement deux ans de réclusion, avec expulsion à l'expiration de sa peine⁵⁰.

Au-delà du sort personnel de Moulin, «L'Œuvre» s'intéressa au rôle de Bassanesi dans cette affaire et lança le débat à son sujet. Un article, après la publication du verdict du Tribunal spécial, faisait état d'un étonnement au sujet de l'attitude de l'aviateur, qui «avait disparu et n'avait plus donné de ses nouvelles» pendant le procès⁵¹. Ainsi, le rédacteur voulait laisser planer des soupçons quant à son rôle réel – le jour même où ces lignes étaient écrites, Bassanesi rencontra Rosselli à Paris, en dépit de son interdiction de séjour en France⁵². En guise de preuve de la bienveillance présumée du Tribunal spécial, le lendemain un journaliste de «L'Œuvre» faisait état de son étonnement devant le fait que soit les correspondants de la presse belge à Rome avaient renoncé à expédier un compte rendu du procès, soit leurs textes semblaient manquer «de couleur»⁵³. Une fois revenus à Bruxelles, ces journalistes belges, difficilement soupçonnables de

⁴⁴ Sur l'affaire Moulin: A. GAROSCI, *Vita di Carlo Rosselli*, vol. 1, cit., pp. 203-204; L. CAMPOLONGHI, *L'affaire Moulin*, in «Les Cahiers des Droits de l'Homme», 30, 30 septembre, pp. 563-564. Fin 1931, le gouvernement français était dirigé par Pierre Laval, avec le soutien des radicaux.

⁴⁵ Texte non signé, *Les étudiants de Bruxelles protestent contre l'arrestation en Italie du professeur Moulin*, «L'Œuvre», 22 avril 1931; texte non signé, *L'affaire Moulin*, in «L'Œuvre», 26 avril 1931.

⁴⁶ Texte non signé, *Le professeur Moulin comparait ce matin devant un tribunal fasciste*, in «L'Œuvre», 1^{er} septembre 1931.

⁴⁷ V. DE MORO-GIAFFERRI, *Le professeur Moulin devant le tribunal spécial*, in «L'Œuvre», 2 septembre 1931.

⁴⁸ É. VIAL, *La Cagoule a encore frappé! L'assassinat des frères Rosselli*, cit., pp. 271-273.

⁴⁹ Lors de son interrogatoire, Moulin reconnut avoir transporté en Italie les lettres, tout en affirmant en ignorer le contenu. Il exprima son regret d'être inculpé au vu, également, du fait que lors de son incarcération il avait pu «mieux connaître l'Italie» et il avait été traité «avec humanité» (texte non signé, *Le procès*, in «L'Œuvre», 2 septembre 1931). Dans une lettre à sa femme, Rosselli affirma avoir eu accès aux minutes du procès: ceci lui avait permis de lire la «confessione completa» de Moulin, sans doute motivée par les «sconce influenze del consolato belga» (C. Rosselli à M. Cave Rosselli, [Paris], [2 septembre 1931], in ID., *Dall'esilio. Lettere alla moglie 1929-1937*, Florence, Passigli, 1997, pp. 100-101).

⁵⁰ Texte non signé, *Le professeur Moulin et deux de ses coaccusés sont condamnés à deux ans de réclusion*, in «L'Œuvre», 3 septembre 1931.

⁵¹ Texte non signé, *Justice fasciste. Comment Bruxelles a accueilli la condamnation du professeur Moulin*, in «L'Œuvre», 3 septembre 1931.

⁵² C. Rosselli à M. Cave Rosselli, [Paris], [2 septembre 1931], in ID., *Dall'esilio. Lettere alla moglie 1929-1937*, cit., p. 100.

⁵³ Texte non signé, *Comment fut condamné le professeur Moulin*, in «L'Œuvre», 4 septembre 1931.

sympathies fascistes⁵⁴, avaient même salué la «remarquable modération de la sentence» dans laquelle le tribunal avait bien voulu modifier la thèse initiale du complot en simple délit de propagande antifasciste⁵⁵. Quelques jours plus tard, «L'Œuvre» interviewa le sénateur et futur président de l'Internationale socialiste Louis de Brouckère, qui avait personnellement assisté au procès⁵⁶. Celui-ci défendit Bassanesi, qui aurait été sciemment discrédité en raison des «haines fascistes» que lui valait son vol sur Milan; il ne fallait pas non plus faire confiance au dossier «incomplet» remis aux avocats de la défense: preuve en était qu'en dépit de la condamnation du professeur pour sa propagande en faveur de Giustizia e Libertà, aucune brochure ou tract n'avait été retenu par la cour⁵⁷.

À distance de quelques mois, un nouveau débat se rouvrit sur le rôle de Bassanesi. En effet, les dirigeants giellistes Alberto Cianca et Alberto Tarchiani demandèrent la rectification d'un nouvel article⁵⁸ où on accusait l'aviateur d'avoir compromis Moulin «d'une façon assez louche». D'après le journaliste, il avait, enfin, «été démasqué»; arrêté à nouveau en Allemagne en possession de faux papiers au nom d'aviateurs belges, il ne pouvait plus y avoir de doutes sur son rôle de provocateur⁵⁹. Cianca et Tarchiani cherchèrent à contrer cette accusation, en affirmant que l'arrestation de leur ami représentait, au contraire, «une nouvelle preuve de son dévouement à la cause» puisqu'il projetait des nouvelles actions antifascistes⁶⁰. La polémique enfla encore avec la réponse de la correspondante bruxelloise du quotidien radical, Yvonne Dusser⁶¹. Celle-ci contesta la version des giellistes: en utilisant de faux papiers, Bassanesi avait risqué de porter préjudice à des aviateurs belges sans aucun lien avec ses agissements politiques⁶². De plus, elle émit des doutes quant à l'efficacité des raids aériens antifascistes, qui n'avaient «jamais beaucoup gêné» le gouvernement fasciste, mais avaient en revanche servi de passerelle pour «ouvrir toutes grandes [...] les portes des cercles de réfugiés italiens» à Bassanesi, tout en causant des ennuis à d'autres de ses camarades⁶³. Cette deuxième critique touchait un point sensible pour les giellistes, dont la raison d'être résidait justement dans l'accomplissement d'actions plus ou moins hardies. Sans surprise, Cianca et Tarchiani ne tardèrent pas à répliquer⁶⁴. Sans questionner l'opportunité de la démarche de Bassanesi, ils répondirent qu'il avait été obligé d'utiliser des faux documents car il était surveillé par les polices d'Europe. Ils

⁵⁴ Dans ce même article, l'auteur évoqua la présence de trois envoyés spéciaux en Italie pour suivre l'affaire Moulin. L'un d'entre eux était le sénateur socialiste Louis de Brouckère, pour «Le Peuple»; l'autre était un journaliste de la «Dernière Heure», quotidien libéral. *Ibidem*. L'auteur ne dit pas qui était le troisième.

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ Y. DUSSEY, *M. de Brouckère commente les débats du procès Moulin auquel il assista*, in «L'Œuvre», 6 septembre 1931.

⁵⁷ *Ibidem*.

⁵⁸ Un extrait de cet article de «L'Œuvre», intitulé «Le professeur Moulin est gracié», a été cité dans la rectification de Cianca et Tarchiani. Malheureusement, il n'a pas été possible de retrouver le numéro de «L'Œuvre» où il avait paru.

⁵⁹ A. CIANCA, A. TARCHIANI, *À propos de la grâce du professeur Moulin*, in «L'Œuvre», 12 mai 1932.

⁶⁰ *Ibidem*.

⁶¹ Yvonne Dusser fut la correspondante en Belgique de différents journaux français lors de l'entre-deux-guerres.

⁶² Y. [YVONNE] D. [DUSSEY], *À propos de l'affaire du professeur Moulin. Réponse à MM. Cianca et Tarchiani*, in «L'Œuvre», 17 mai 1932.

⁶³ *Ibidem*.

⁶⁴ A. CIANCA, A. TARCHIANI, *À la suite du procès du professeur Moulin*, in «L'Œuvre», 1er juin 1932.

défendirent au passage sa réputation: depuis longtemps, il avait mis «sa vie au service de la liberté»⁶⁵. Quant à l'utilité des moyens employés, si dans cette lettre les deux giellistes ne s'y attardèrent pas, il ne pouvait y avoir de doutes sur leurs intentions futures⁶⁶. Rosselli en personne avait déjà défendu la pertinence de ces vols dans une lettre au secrétaire de l'Internationale socialiste, Friedrich Adler⁶⁷, qui s'était employé à obtenir sa libération après l'échec de la tentative de Constance: «il est évident que nous continuerons la bataille, y compris aérienne»⁶⁸. En effet, pour le chef de GL, les actions aériennes n'avaient pas seulement un but «sensationnaliste»: il fallait désormais les considérer «du point de vue de la propagande systématique organisée avec l'emploi des méthodes techniques les plus perfectionnées»⁶⁹. Carlo en arriva même à pronostiquer que «le jour viendra [où] l'antifascisme dirigera des mouvements de masse avec l'avion»⁷⁰. Cette dernière phrase donne un sens pratique à la rhétorique d'une course-poursuite entre fascistes et antifascistes abondamment employée par les giellistes.

Au-delà de tout jugement sur les réserves portées sur l'efficacité de l'action gielliste, la position de «L'Œuvre» pouvait également avoir des motivations politiques. En effet, il était difficile pour un journal aussi proche d'un parti occupant des responsabilités gouvernementales et entendant entretenir des relations correctes avec Mussolini, de se montrer intégralement solidaire avec des initiatives tendant à discréditer son régime. Il est possible que ce soit afin de revigorer la critique des actions «trop risquées» que fut publiée en juillet 1932 une interview de Carlo Sforza, un ancien ministre libéral des Affaires étrangères et ami personnel de Rosselli⁷¹. Dans l'article, il était souligné comment l'ancien diplomate était «absolument contraire au fascisme», bien qu'opposé à «toute forme de violence et de dictature»⁷². Interrogé sur le procès Moulin et sur l'emploi de la violence à des fins politiques, l'ancien diplomate se déclara «contraire à tout attentat» et confiant dans la «force invincible de la raison et du droit». Ainsi, il réaffirmait sa fidélité à la «haute tradition du *Risorgimento* qui ne conçut l'Italie que comme un pur facteur de liberté et de paix dans le monde». Cette référence, certes indirecte mais pas moins claire, aux attentats antifascistes voire aux actions d'éclat, constituait une critique implicite des «hâtes fiévreuses» de faire tomber le fascisme à n'importe quel prix. Dans cette interview, le nom de Bassanesi n'apparaissait pas et, pour cause, puisque Sforza avait figuré parmi les témoins de l'aviateur lors du procès de Lugano⁷³. Sans doute, l'ancien ministre n'envisageait-il nullement de tracer un parallèle

⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶ En effet, les giellistes projetèrent alors un nouveau vol antifasciste au départ de l'Espagne. A. GAROSCI, *Vita di Carlo Rosselli*, vol. 1, cit., pp. 212-219.

⁶⁷ Le même Adler s'était illustré dans des actions bien plus extrêmes, par exemple en assassinant en 1916 le Ministre-Président d'Autriche Karl Stürgkh, coupable du maintien de son pays dans la Première Guerre mondiale.

⁶⁸ C. Rosselli, A. Tarchiani à F. Adler, Paris, 3 décembre 1931 in IISG, Labour & socialist Archives, «Kontakte mit angeschlossenen Parteien und Informationen betr. die verschiedenen Länder», f. 2224.

⁶⁹ C. Rosselli à F. Adler, Paris, 4 décembre 1931 (*ivi*).

⁷⁰ *Ibidem*.

⁷¹ Texte non signé, *Le comte Sforza nous parle de Genève, de Lausanne et des attentats terroristes en Italie*, in «L'Œuvre», 5 juillet 1932. Sforza était ami de l'historien Guglielmo Ferrero, à son tour proche de Carlo Rosselli. (C. Rosselli à M. Cave Rosselli, [Paris, 3 septembre 1932], in ID., *Dall'esilio. Lettere alla moglie 1929-1937*, cit., p. 153).

⁷² Texte non signé, *Le comte Sforza nous parle de Genève, de Lausanne et des attentats terroristes en Italie*, art. cit.

⁷³ En tant que témoin, Sforza tissa un portrait flatteur de Tarchiani: «un homme de haute conscience et de droiture. Il est un de ces défenseurs des principes sur lesquels repose la liberté suisse». (Texte non signé,

entre les vols antifascistes des giellistes et une véritable politique d'attentats. Toutefois, cette interview sembla s'insérer dans la polémique entre certains rédacteurs de «L'Œuvre» et des antifascistes qui pêchaient par excès d'«activisme». Le ton laudatif après plusieurs articles critiques sur Bassanesi, laissaient entrevoir une tentative, peut-être pas tout à fait consciente, de distinguer entre un «bon» et un «mauvais» antifascisme.

Dans les années suivantes, l'attention de «L'Œuvre» pour les giellistes sembla décliner: d'une part, les projets de vols antifascistes avaient été pour l'instant mis entre parenthèses en raison de la surveillance accrue de la part des polices européennes. De plus, la dissolution en 1934 de la Concentrazione antifascista obligeait Giustizia e Libertà à assumer, seule, les charges financières pour ce genre d'initiatives, ce qui n'allait pas sans poser problème. Enfin, à partir de 1933 déjà, l'attention de la presse française s'était portée davantage sur la situation allemande: l'arrivée au pouvoir d'Hitler laissait, en effet, craindre la perspective d'une nouvelle guerre; pour certains dirigeants français de droite comme Pierre Laval, Mussolini pouvait même représenter un allié potentiel devant les velléités expansionnistes du *Reich*⁷⁴. L'intérêt pour l'Italie et la critique de son régime semblent se renouveler seulement au moment de l'expédition coloniale en Abyssinie. Confirmant la ligne traditionnellement pacifiste du parti radical, «L'Œuvre» publia une tribune du Prix Nobel de la Paix Norman Angell, qui rappelait les impératifs de la sécurité collective contre les hypothèses de guerre générale⁷⁵. Dans un autre article, Jean-Richard Bloch, essayiste proche du PCF, exprima également une position pacifiste, en invitant le peuple italien à «régler lui-même le compte du fascisme»⁷⁶. Il n'exclut pas complètement la possibilité d'une intervention française; toutefois, celle-ci devait être soumise à l'hypothèse où «les voies de droit se trouva[er]a[ie]nt épuisées» – Bloch précisa aussitôt que, toutefois, «tel [n'était pas] le cas»⁷⁷.

En même temps, dans son édition du 5 octobre, «L'Œuvre» publia deux manifestes antifascistes: le premier protestait contre une pétition signée par 64 intellectuels de la droite française, qui justifiait «la conquête civilisatrice d'un des pays les plus arriérés du monde»⁷⁸. Aussitôt ce document paru, «L'Œuvre» accueillit un contremanifeste d'intellectuels progressistes réfutant une vision de la «civilisation» où l'on abusait «de l'amitié du peuple français pour le peuple italien, ainsi que de la notion d'Occident et celle d'«intelligence»»⁷⁹. L'hebdomadaire «Giustizia e Libertà» réagit aux deux textes

Le procès de Bassanesi à Lugano, in «Gazette de Lausanne», 18 novembre 1930; cf. From our correspondent, *Antifascist airman's exploit*, in «The Times», 19 novembre 1930).

⁷⁴ Comme l'observa en 1935 l'écrivain communiste Jean-Richard Bloch, «le jour [a sonné] où M. Laval, que la politique hitlérienne, le réarmement de l'Allemagne et les visées de Berlin sur l'Autriche inquiétaient, est allé à Rome pour acheter le concours de l'Italie, prêt à payer ce qu'il faudrait pour l'avoir». (J-R. BLOCH, *Commentaire. Gratitude à Mussolini*, in «Europe», 15 septembre 1935, p. 115).

⁷⁵ Dans cet article, Norman Angell prônait également les sanctions comme moyen «pacifique» de punir les velléités coloniales de l'Italie. (N. ANGELL, *La défense du Pacte ne peut provoquer la guerre*, in «L'Œuvre», 3 octobre 1935).

⁷⁶ J-R. BLOCH, *Pas un coup de canon!*, in «L'Œuvre», 21 septembre 1935.

⁷⁷ *Ibidem*.

⁷⁸ AA. VV., *Un manifeste d'intellectuels français pour la défense de l'Occident*, in «Le Temps», 4 octobre 1935.

⁷⁹ D'après ces intellectuels progressistes, le manifeste publié par «Le Temps» abusait «étrangement de l'amitié du peuple français pour le peuple italien, ainsi que de la notion d'Occident, et de celle d'«intelligence»; il essaie de détourner, au profit de la guerre sous sa forme la plus odieuse, la guerre d'agression, l'amour de notre peuple pour la paix» (AA. VV., *Les «64» intellectuels groupés autour de*

par un long article en français⁸⁰. En analysant celui favorable à la guerre d'Éthiopie, l'auteur s'insurgeait contre un concept de «civilisation» qui appartenait à «la cour des casernes et [à] la tête des mercenaires coloniaux» plutôt qu'au «domaine des idées»⁸¹. L'auteur, Rosselli lui-même probablement, citait, ensuite, de longs passages du contremainifeste, en concluant qu'«on voit, sans nul doute possible, de quel côté se trouvent la “civilisation” et l’“humanité”»⁸².

L'éclatement de la guerre italo-abyssine renouvela aussi l'intérêt de la rédaction de «L'Œuvre» pour les positions des antifascistes en exil. Cela répondait non seulement aux exigences de l'actualité internationale, mais aussi à la nécessité de ne pas se retrouver enfermé dans un pacifisme pouvant être taxé d'«immobilisme». La publication en première page d'un extrait d'article de «Giustizia e Libertà» concernant la propagande à mener contre cette guerre pourrait tout à fait s'inscrire dans cette démarche. En effet, le quotidien radical revint sur l'idée gielliste d'utiliser la radio de la Société des Nations (SdN) à Genève afin de réaliser des émissions à l'intention des Italiens, où l'on exposerait «la vérité» sur le régime mussolinien⁸³. Tout en s'interrogeant sur le réalisme de cette proposition, le quotidien radical affirmait qu'il aurait, en tout cas, été souhaitable que la radio de la SdN devienne «un centre irrésistible de diffusion de nouvelles exactes, d'informations objectives»⁸⁴. D'où une ouverture finale sous forme d'une question qui, idéalement, conciliait les deux lignes, pacifiste et activiste: «pourquoi n'organiserait-on pas scientifiquement la mobilisation pacifique de la vérité»⁸⁵? Le fait que l'éditorial d'un quotidien français avec un tirage aussi important s'inspire des positions d'un groupe d'exilés antifascistes, ne fit sans doute guère plaisir aux autorités fascistes. De même, il n'est pas difficile de croire à la note d'un espion italien affirmant que Rosselli avait été «fier» de cette attention⁸⁶.

La guerre d'Espagne se chargea d'éloigner à nouveau les giellistes des radicaux. Deux perspectives complètement différentes se confrontèrent alors. En effet, pour Carlo, il fut tout de suite évident que ce conflit serait «décisif pour les sorts du fascisme et de l'antifascisme en Europe»⁸⁷: plus précisément, il établit dans son analyse un lien indissoluble entre la victoire des républicains espagnols et la chute éventuelle du régime mussolinien⁸⁸. Ce point de vue ne pouvait être partagé par la plupart des radicaux qui étaient, alors, davantage tournés «vers les problèmes de politique intérieure»⁸⁹, avec notamment des inquiétudes face aux réformes économiques et sociales du gouvernement Blum. Certes, après le coup d'État de Franco, «L'Œuvre» avait aussitôt

M. Henri Massis ne représentent pas le sentiment des masses... ni celui de nombreux écrivains et artistes français, in «L'Œuvre», 5 octobre 1935).

⁸⁰ Texte non signé, *Intelligence et massacre*, in «Giustizia e Libertà», 11 octobre 1935.

⁸¹ *Ibidem*.

⁸² *Ibidem*.

⁸³ L'ŒUVRE, *La meilleure arme*, in «L'Œuvre», 22 octobre 1935.

⁸⁴ *Ibidem*.

⁸⁵ *Ibidem*.

⁸⁶ D'après l'espion Guido Valiani, «Rosselli era inorgogliito perché il giornale del partito radicale francese “L'Œuvre” del 22 andante, ha parlato del movimento Giustizia e Libertà». Note de [Guido] Valiani de Paris du 26 octobre 1935, ACS, *Polizia politica materia* (= PPM), b. 127.

⁸⁷ Note de Paris du 2 août 1936, ACS, SPD, CR, b. 77.

⁸⁸ «Quanto più presto vincerà la Spagna proletaria, tanto più presto sorgerà per il popolo italiano il tempo della riscossa» (C. ROSSELLI, *Oggi in Spagna, domani in Italia*, in «Giustizia e Libertà», 27 novembre 1936, in ID., *Scritti dell'esilio II*, cit., p. 428).

⁸⁹ S. BERSTEIN, *Histoire du Parti radical*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982, pp. 432-433.

manifesté son soutien moral et politique au gouvernement espagnol démocratiquement élu⁹⁰. Cependant, quand il s'agit de préciser la position diplomatique de la France, les radicaux revinrent à la position adoptée pendant la guerre d'Abyssinie: la solution du conflit devait résider dans une «internationalis[ation] du problème» devant la Société des Nations; «s'immiscer dans les affaires intérieures» de l'Espagne n'aurait entraîné qu'«un grave péril international»⁹¹. Ainsi, l'idée de la «non-intervention» s'affirma assez vite au sein du parti radical et, ensuite, du gouvernement de Front populaire, dont la direction des Affaires étrangères était confié au radical Yvon Delbos. Rosselli se montra, bien entendu, sceptique au sujet des appels «in articulo mortis à une Société des Nations et à des gouvernements qui ont trahi leur mission»⁹². Sans doute, la position «légaliste» défendue par Delbos confirmait ce que Carlo pensait de lui: même s'il appartenait à l'aile gauche du parti radical⁹³, le chef de GL le considérait comme un «bourgeois», capable au fond de chercher un compromis avec le fascisme⁹⁴. De même, Rosselli ne dût pas se sentir rassuré sur l'«intransigeance antifasciste» des radicaux quand il apprit la rencontre du 4 juin 1936 entre le député radical Louis Malvy, l'un des représentants de «l'aile droite italophile du parti», avec Mussolini en personne. En effet, lors de l'entretien, le dictateur avait rappelé à l'élu du Lot le soutien que l'ancien premier ministre Pierre Laval lui avait accordé pour sa campagne abyssine⁹⁵, et Malvy ne sembla pas s'en scandaliser. Au contraire, de retour en France, il plaida auprès du Président du Conseil Léon Blum pour la reconnaissance officielle de l'annexion italienne d'Abyssinie – sans, d'ailleurs, obtenir gain de cause⁹⁶.

Quelques mois plus tard, alors qu'il se trouvait sur le front d'Aragon, le chef de GL jugea sur un ton très amer la position radicale au sujet de la guerre civile espagnole. Il manifesta dans un carnet de notes son «dégoût pour le langage rhétorique patriotard de la bouillie radicale, y compris [César] Campinchi»⁹⁷ – député radical de Corse qui s'était employé, par ailleurs, comme Delbos, à aider Carlo dans ses démarches administratives en France. Les rapports amicaux antérieurs n'empêchèrent pas une critique politique des plus âpres: pour le chef de GL, l'attitude «renonciataire» du Parti

⁹⁰ Un article du sociologue et radical de gauche Albert Bayet est particulièrement révélateur du soutien manifesté par les radicaux français aux institutions démocratiques de la République espagnole lors des premières heures du coup d'état franquiste. (A. BAYET, *Vive la République espagnole!*, in «L'Œuvre», 23 juillet 1936).

⁹¹ Y. GROSCHARD, *Le Congrès de Biarritz a fini dans la cordialité d'un banquet démocratique après avoir acclamé la déclaration du parti*, in «L'Œuvre», 26 octobre 1936.

⁹² C. ROSSELLI, *Fronte popolare e Stato totalitario*, in «Giustizia e Libertà», 26 juin 1936, in ID., *Scritti dell'esilio II*, cit., p. 381.

⁹³ S. BERSTEIN, *op. cit.*, p. 360.

⁹⁴ En citant un article où Yvon Delbos avait, pourtant, critiqué la politique économique du fascisme, Rosselli observa, espiègle, que «i borghesi critici del fascismo ne parlano spesso come la madre parla del figlio traviato; il figlio a cui in segreto si vuole forse più bene che agli altri». (LECTOR [C. ROSSELLI], *Stampa amica e nemica*, in «Giustizia e Libertà», 29 juin 1934). En revanche, quelques mois plus tard, le chef de GL salua un autre article du président du groupe parlementaire radical d'alors qui contenait «una rivendicazione esplicita dei principi democratici in contrasto con quelli fascisti». Il s'agissait d'une «lezione, cortese ma ferma, somministrata a certi zelatori del fascismo e del suo duce». (LECTOR [C. ROSSELLI], *Stampa amica e nemica*, in «Giustizia e Libertà», 18 janvier 1935).

⁹⁵ S. BERSTEIN, *op. cit.*, p. 451.

⁹⁶ Ivi, p. 452.

⁹⁷ «Mi sono [...] sprofondato per alcune ore nella politica franco-inglese. Come siamo lontani! E come disgusta il linguaggio retorico patriottardo del radicalume, Campinchi compreso» («Appunti autografi di Carlo Rosselli sulla Spagna», «Dal fronte», 30 novembre 1936 in ISRT, AGL, Fonds Carlo Rosselli, «Guerra di Spagna»).

radical se serait expliquée par une «hypocrisie si profonde, qu'on peut vraiment se poser la question de savoir comment cette force politique en décadence pourrait se soustraire à son destin»⁹⁸. En même temps, il trouva parmi ces mêmes radicaux des interlocuteurs pas tout à fait étrangers à sa volonté d'action: ce fut, par exemple, le cas de Pierre Cot et d'Henry Torrès – le premier incarnait la mouvance des «Jeunes Turcs» et en 1936 avait été nommé Ministre de l'Air; le deuxième était un député indépendant proche des radicaux. D'après une note d'un espion fasciste, ils s'engagèrent – contre l'avis de Delbos⁹⁹ – à fournir une aide clandestine aux combattants républicains¹⁰⁰.

Ces divergences quant à l'attitude face à la guerre civile espagnole, n'empêchèrent pas les Jeunesses radicales-socialistes (JRS) de faire appel, le 13 avril 1937, au chef de GL pour tenir une conférence sur le fascisme¹⁰¹. Cette organisation de jeunes militants avait été créée en 1928 afin de «rénover» une formation politique de plus en plus vieillissante¹⁰²; ainsi, les JRS tâchèrent, avec des résultats mitigés, de «concurrencer les Jeunesses socialistes» sur le terrain de l'activisme politique¹⁰³. Inviter Rosselli s'inscrivait, sans doute, dans une telle démarche: bien que, à l'occasion de cet événement, «L'Œuvre» présenta le conférencier sous les traits respectables du «directeur de [l'hebdomadaire] “Giustizia e Libertà”, membre du Comité central de la LIDU, ex-professeur d'économie politique à l'Université de Gênes», les jeunes radicaux savaient cependant fort bien qu'ils étaient en train de faire appel à un homme qui s'était engagé dans la guerre d'Espagne. De plus, leur invitation avait une signification particulière puisque, comme précisé dans l'article, elle devait ouvrir «un cycle de conférences en vue d'un rapprochement des JRS de la Seine avec les républicains et intellectuels étrangers»¹⁰⁴ – bien entendu, l'article ne passa pas inaperçu aux yeux de la police politique italienne: un espion fut chargé d'infiltrer la conférence et il en revint impressionné par le «très gros succès» obtenu par l'orateur¹⁰⁵.

Dans le numéro de juin 1937, l'organe des JRS de la Seine (*Le Jacobin*) publia un

⁹⁸ «C'è al fondo di tutto il loro atteggiamento una ipocrisia così profonda, che davvero ci si domanda come questa decadente forza politica possa sottrarsi al suo destino» (*ibidem*).

⁹⁹ S. BERSTEIN, *op. cit.*, p. 452.

¹⁰⁰ Une note d'un espion fasciste porte sur une réunion du directoire de Giustizia e Libertà concernant l'imminente constitution d'un groupe de combattants étrangers en défense de la république espagnole; il s'agit, sans doute, de la colonne que Rosselli guida par la suite sur le front aragonais. Au sujet du financement de cette entreprise, l'informateur écrivait: «si dice che il noto avvocato [Henry] Torrès sia disposto a versare una certa somma ed anche il Ministro dell'Aria francese Pierre Cot, per tramite di Torrès, avrebbe promesso il suo appoggio morale e materiale a condizione però di non figurare assolutamente in nulla». (Note de Pietro [Francolini] de Paris du 29 juillet 1936, ACS, PPM, b. 112). Comme l'a noté Éric Vial, il est également, possible que lors des négociations pour la constitution de la colonne, Rosselli ait au moins croisé Jean Moulin, qui était alors le chef de cabinet de Pierre Cot et qui s'occupait personnellement des aides militaires du gouvernement français à l'Espagne républicaine. (É. VIAL, *Prefazione*, in D. DILETTOSO, *op. cit.*, p. 15). Pierre Cot s'engagea à livrer du matériel de guerre et des avions aux républicains espagnols pour un montant environnant les 20 millions de francs (S. BERSTEIN, *op. cit.*, p. 452).

¹⁰¹ Texte non signé, “L'Œuvre” des jeunes: *Jeunesses radicales-socialistes*, in «L'Œuvre», 13 avril 1937.

¹⁰² J. TOUCHARD, *op. cit.*, pp. 113-114.

¹⁰³ S. BERSTEIN, *Le parti radical-socialiste, de la défense du peuple à celle des classes moyennes*, in G. LAVAU (a cura di), *L'Univers politique des classes moyennes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1983, p. 89. La vie des Jeunesses radicales fut de courte durée: cette organisation fut dissoute en 1937.

¹⁰⁴ Texte non signé, “L'Œuvre” des jeunes: *Jeunesses radicales-socialistes*, art. cit.

¹⁰⁵ «Pregiomi relazionare che l'emarginato informa che nei primi giorni di questa settimana avrebbe letto una conferenza sul tema “Fascismo in Italia” presso il circolo della Jeunesse Radicale ottenendo un successone... “L'Œuvre” di questa mattina ne parla». Note de «353» [Vincenzo Bellavia] de Paris du 18 mars 1935, ACS, *Polizia politica fascicoli personali* (= PP f.p.), b. 79-A.

texte de Rosselli, remaniement d'un article paru dans «Giustizia e Libertà» le 7 mai – ces textes s'inspiraient sans doute du discours prononcé lors de la conférence du 13 avril¹⁰⁶. Carlo y comparait le sort des antifascistes italiens persécutés en Italie et celui des héros du *Risorgimento*¹⁰⁷. Toutefois, alors que les patriotes du temps de l'unification étaient surtout issus des classes supérieures, les opposants au régime mussolinien représentaient «le peuple, la classe ouvrière qui est à l'avant-garde»¹⁰⁸. Ce parallèle est significatif pour deux raisons. Tout d'abord, il faisait appel à des repères historiques avec lesquelles les radicaux pouvaient facilement s'identifier. En même temps, Rosselli ne faisait pas de concession sur le caractère de classe de la lutte antifasciste. Dans ce même texte, Giustizia e Libertà était présentée comme un mouvement composé «presque exclusivement de jeunes ou d'éléments politiquement vierges, venus à la lutte avec ou après l'avènement du fascisme»¹⁰⁹, qui se battaient pour «une politique plus en rapport avec l'esprit et les nécessités des masses»¹¹⁰. Encore une fois, la référence à la jeunesse peut être considérée comme un clin d'œil, et aussi comme une prise de distance partielle d'avec l'expérience du Front populaire français¹¹¹. Toutefois, alors que la critique des radicaux envers le gouvernement Blum portait sur «l'aventurisme» présumé de la politique extérieure et sur la défense de l'équilibre budgétaire¹¹², Carlo précisait aussitôt que l'objectif du mouvement auquel il appartenait consistait non seulement à vaincre le fascisme, mais également à dépasser le système capitaliste¹¹³. Ainsi, des divergences majeures entre giellistes et jeunes radicaux subsistaient et n'était pas dissimulées. Toutefois, des points de contact étaient fournis par les références aux valeurs du *Risorgimento* et à l'activisme de la jeunesse. Ce que Rosselli ignorait était que lui aussi allait bientôt devenir un «martyr antifasciste» au même titre que ceux évoqués dans son article.

Au moment de la mort du chef de GL, «L'Œuvre» fit appel à Germaine Decaris, l'une de ses journalistes de pointe, pour enquêter sur les circonstances du meurtre¹¹⁴. Envoyée sur les lieux, elle fournit une description très révélatrice des coulisses de Bagnoles ainsi que de l'avancée ou du manque d'avancée de l'enquête: elle évoqua l'étonnement des proches devant un crime inattendu¹¹⁵ et le pessimisme à peine déguisé du procureur de

¹⁰⁶ C. ROSSELLI, *La nouvelle opposition en Italie*, in «Le Jacobin», 7, juin 1937. Cf. CURZIO [C. ROSSELLI], *Portrait de la nouvelle opposition en Italie*, in «Giustizia e Libertà», 7 mai 1937, in ID., *Scritti dell'esilio II*, cit., pp. 519-527.

¹⁰⁷ C. ROSSELLI, *La nouvelle opposition en Italie*, cit.

¹⁰⁸ *Ibidem*.

¹⁰⁹ *Ibidem*.

¹¹⁰ *Ibidem*.

¹¹¹ «Giustizia e Libertà, bien que favorable à une politique plus en rapport avec l'esprit et les nécessités des masses, juge trop simpliste la méthode qui consiste à étendre automatiquement les formules et les mots d'ordre du Front Populaire français à l'Italie» (*ibidem*).

¹¹² Dans le même numéro de «Le Jacobin» paraissait un article critique au sujet du Front populaire. (R. RHETORE, *Les radicaux doivent-ils rompre le Front Populaire?*, in «Le Jacobin», juin 1937). Concernant l'opposition des jeunes radicaux au Front populaire, Serge Bernstein a rappelé comment, lors du congrès de Biarritz d'octobre 1936, les Jeunesses avaient accueilli «sous les huées» les partisans du Front populaire et comment seule l'intervention d'Édouard Daladier calma les contestataires. À partir d'avril 1937, les jeunes radicaux multiplièrent des meetings pour condamner la politique du Front populaire. (S. BERSTEIN, *Le parti radical-socialiste, de la défense du peuple à celle des classes moyennes*, cit., pp. 90-91).

¹¹³ C. ROSSELLI, *La nouvelle opposition en Italie*, cit.

¹¹⁴ Germaine Decaris était une journaliste féministe collaborant avec des publications de centre-gauche («L'Œuvre») et de gauche («L'Éveil Ouvrier»).

¹¹⁵ Decaris interviewa Garosci, en lui demandant, entre autre, si Rosselli redoutait un attentat. Il lui fut

la République quant aux possibilités de retrouver les assassins¹¹⁶. Toute la rédaction de «L'Œuvre» donna une lecture «politique» des mobiles du crime¹¹⁷: en raison de son intransigeance antifasciste, Rosselli était devenu «l'homme à abattre»¹¹⁸. Dans l'édition du 13 juin parut même un petit encart demandant la suppression de l'hebdomadaire satirique philofasciste «Il Merlo», dont le directeur Alberto Giannini était suspecté, d'ailleurs à tort, d'implication dans l'assassinat¹¹⁹: «Il Merlo est toujours en vie à Paris... Et il y a deux morts, et six orphelins, à Bagnoles»¹²⁰. Les accusations furent renouvelés quelques jours plus tard, quand «L'Œuvre» informa ses lecteurs que, depuis l'assassinat de Carlo, Giannini multipliait les interviews en se présentant comme un «ami du mort»: cherchant à discréditer la victime et à brouiller l'enquête policière, le directeur du «Merlo» avait entre autre prétendu que «le défunt [...] préparait son retour en Italie et son ralliement au régime fasciste»; selon lui, c'était sans doute pour cette raison qu'il était tombé sous les coups de ses amis politiques¹²¹. Germaine Decaris fut également chargée de raconter le déroulement des funérailles: dans l'introduction de son article, elle fit un rapprochement entre les frères Rosselli et Roger Salengro, le ministre «martyr du Front populaire»¹²². Indirectement, ces obsèques finirent pas représenter non

répondu qu'il «hésitait à croire, comme nous-mêmes, que l'on puisse faire, en France, ce que l'on avait pu faire en Italie, pour Matteotti et Amendola, avec la couverture de l'ordre. S'il avait cru le danger imminent, il aurait pris des précautions». (G. DECARIS, *Le double crime politique de Bagnoles-de-l'Orne*, in «L'Œuvre», 13 juin 1937).

¹¹⁶ «Le magistrat semblait, malgré tout, assez sceptique sur les chances qu'on avait de retrouver les coupables. Ce n'est pas trahir la pensée officieuse et officielle, que de dire que, d'une manière générale, on pensait: - Ils sont loin...» (*ibidem*).

¹¹⁷ Le jour même de la découverte des cadavres, le quotidien radical titra: *L'attentat fasciste de Bagnoles-de-l'Orne* («L'Œuvre», 12 juin 1937).

¹¹⁸ G. JOLY, *L'homme à abattre*, in «L'Œuvre», 13 juin 1937.

¹¹⁹ Nombreuses rumeurs circulèrent alors sur le compte de Giannini. D'après l'antifasciste Veniero Spinelli, le journaliste philo-fasciste était «molto agitato» quant à son sort personnel et à celui de ses enfants. Un espion écrivit qu'un comité d'antifascistes chargé de lancer des représailles contre lui avait été constitué après le double assassinat de Bagnoles, avec les buts, entre autre d'incendier le siège du «Merlo», de supprimer son directeur, d'organiser des manifestations devant l'Ambassade d'Italie, et d'assassiner le secrétaire politique du *Fascio* de Paris. (Note de Franco [Pietro Francolini] de Paris du 14 juin 1937, ACS, PP f.p., b. 79-A).

¹²⁰ L'OUVRIER, *Raccourcis*, in «L'Œuvre», 13 juin 1937.

¹²¹ G. JOLY, *Basile aux mains sanglantes...*, in «L'Œuvre», 15 juin 1937.

¹²² «Cet air désemparé du peuple qui porte maladroitement ses couronnes et ses gerbes, que nous rappelle-t-il, donc? Une autre mort récente, l'enterrement de Salengro, Salengro disparu, c'était Lille décapitée, devenue brusquement, un corps sans âme. Sans doute l'assassinat de Carlo et de Nello Rosselli ne prive pas Paris d'hommes que Paris a beaucoup connus et beaucoup aimés. Sans doute, le nom de Rosselli n'était-il symbole que parmi les émigrés? Combien d'entre nous l'ignoraient? Il n'empêche que le poignard retrouvé sur le petit tertre de la route de Tessé-La Madeleine, à deux pas des corps qui avaient tant saigné que, trois jours plus tard, les orages n'avaient pas encore eu raison de la large tache grenat poissant le sous-bois a fait d'une lame bien des coups. Les Rosselli ne sont plus. Et nous tous, nous avons chancelé devant ce crime. Le refuge que Carlo Rosselli avait trouvé au fond de notre liberté n'a pas suffi. On l'a poursuivi jusque là, atteint là. Vouloir rester libre, malgré tout, cela se paie de nos jours. Partout. En tous lieux. Même ici. La preuve. Et c'est pourquoi il avait hier après-midi tant de regards soucieux et douloureux autour de ces deux cercueils, pourquoi aussi, le long du mur de l'impasse de la rue Grange-aux Belles étaient disposées tant de fleurs aux inscriptions commémoratives et tant de fleurs anonymes. [...] Les cercueils de chêne clair – remplaçant les dramatiques boîtes de sapin de l'hôpital de Couterne – parurent au dessus des têtes innombrables. On les conduisait vers la fosse. L'étamine rouge avait été relevée sur les couvercles de bières ou elle formait deux masses bouillonnantes, au travers desquelles le soleil passait qu'il rendait, un instant, semblables à des flammes» (G. DECARIS, *Les obsèques émouvantes des frères Rosselli*, in «L'Œuvre», 20 juin 1937). Cet article fut republié sous un autre titre par «Les Cahiers des Droits de l'homme» (ID., *Carlo et Nello Rosselli: les obsèques*, in «Les Cahiers des Droits de

seulement une protestation contre le fascisme, mais «une manifestation de la base du Front populaire», à l'heure où le gouvernement Blum était en train de s'effondrer¹²³. Le 14 juillet, bien que l'exécutif avait déjà connu un virage «modéré» sous la direction du radical Camille Chautemps¹²⁴, Albert Bayet écrivit dans «L'Œuvre» un éditorial où il invoquait l'«esprit Front populaire 1936» et faisait appel à la défense de la liberté, en évoquant, par ailleurs, le souvenir de Rosselli:

Qu'ils sachent bien, tous ceux qui souffrent pour l'idéal qui est le nôtre, que cet idéal ne périra pas! On a pu assassiner Matteotti et Rosselli; on peut emprisonner Thaelmann; on peut faire périr sous la hache ou torturer dans les geôles, socialistes, républicains, démocrates: il y a quelque chose qui échappe aux bourreaux et aux tortionnaires, et ce quelque chose c'est la liberté¹²⁵.

Après cette référence, l'attention que «L'Œuvre» porta à GL s'essouffla: les articles sur les activités du mouvement laissèrent bientôt place à des comptes rendus épisodiques de l'enquête policière sur l'assassinat de Bagnoles-de-l'Orne¹²⁶. Ce désintérêt progressif se trouvait, sans doute, conforté par l'évolution vers la droite du parti radical, qui en 1938 prit même la tête d'une coalition d'union nationale. Pourtant, pendant presque une décennie, d'un œil tantôt détaché tantôt curieux, ce journal suivit les actions les plus éclatantes, les démêlés judiciaires, et mêmes certaines des réunions des giellistes. Ses appréciations furent favorables ou défavorables selon les auteurs et les circonstances: en effet, le soutien de principe à la cause antifasciste alternait avec la crainte d'indisposer un régime avec lequel la France pouvait être amenée à composer. D'autre part, puisqu'ils ne pouvaient compter sur l'aide d'un parti-frère en France, il était presque naturel pour les giellistes de s'adresser à un quotidien proche d'un parti «peu structuré», pouvant par ce biais laisser plus facilement la parole à des intervenants extérieurs¹²⁷. Ainsi, ils purent mettre en pratique un point capital de leur programme d'action, qui prévoyait la réfutation systématique de la propagande fasciste en faisant appel à la presse occidentale de tendance démocrate¹²⁸. Comme l'affirma Rosselli, l'enjeu consistait à «montrer aux étrangers [...] que l'antifascisme est riche [également] en idées, et non seulement en foi»¹²⁹.

l'homme», 15 juin-1^{er} juillet 1937).

¹²³ É. VIAL, *La Cagoule a encore frappé! L'assassinat des frères Rosselli*, cit., p. 134. Léon Blum démissionna dans la nuit du 21 au 22 juin 1937 quand le Sénat refusa de lui accorder les pleins pouvoirs dans le domaine financier.

¹²⁴ S. BERSTEIN, *Histoire du Parti radical*, cit., pp. 505-508.

¹²⁵ A. BAYET, *Quatorze Juillet*, in «L'Œuvre», 14 juillet 1937.

¹²⁶ Texte non signé, *Navachine lui aussi a-t-il été exécuté par le C.S.A.R.?*, in «L'Œuvre», 14 janvier 1938; Y. G. [Y. GROSRIEUX], *Le C.S.A.R.? Présent! On découvre près de Clermont Ferrand dans le jardin de Méténier*, in «L'Œuvre», 11 août 1938.

¹²⁷ P. GUILLEN, *op. cit.*, pp. 250-251.

¹²⁸ Texte non signé [C. ROSSELLI], *La vita dei Quaderni*, in «Quaderni di Giustizia e Libertà», 6, mars 1933, p. 2.

¹²⁹ *Ibidem*.